

Expertise Comptable  
Audit & Conseil

**MISSION LOCALE DU LOT**

**66, Boulevard Gambetta**

**46000 CAHORS**

Associés  
Commissaires aux comptes

Éric CHAVANON

Vincent MICHAUD

Aurélien LAMARQUE

Eric BOISSEL

Barbara OLLÉ-MAUREL

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Pour l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

755, avenue du Général Leclerc  
47000 AGEN  
Tél : 05 53 77 97 79  
auditrs@orcom.fr

### **ORCOM AUDIT RSO**

Société de Commissaires  
aux Comptes membre de la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux comptes  
de Grande Aquitaine

S.A.S AU CAPITAL DE 75.000 €

RCS AGEN 393 376 140

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :

FR 48 393 376 140

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association de la MISSION LOCALE DU LOT

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU LOT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 3 juin 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association MISSION LOCALE DU LOT**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

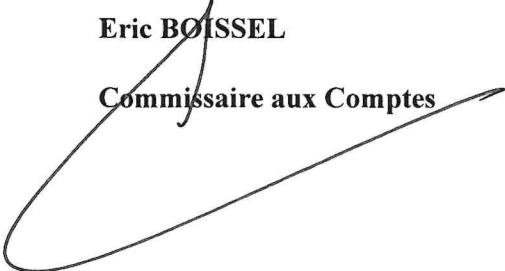
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cahors, le 20 juin 2025

**Eric BOISSEL**

**Commissaire aux Comptes**



# Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	646	646		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	31 707		31 707	
Constructions	285 360	9 520	275 840	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	363 832	216 967	146 865	135 140
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	4 016		4 016	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 079		3 079	4 006
<b>TOTAL I</b>	<b>688 639</b>	<b>227 133</b>	<b>461 505</b>	<b>139 145</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	112 964	1 426	111 538	46 476
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	650 365		650 365	599 017
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 021 199		1 021 199	1 471 009
Charges constatées d'avance	16 594		16 594	26 434
<b>TOTAL III</b>	<b>1 801 122</b>	<b>1 426</b>	<b>1 799 696</b>	<b>2 142 936</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>2 489 760</b>	<b>228 559</b>	<b>2 261 201</b>	<b>2 282 081</b>

EB



## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	35 621	35 621
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 501 202	1 480 284
Excédent ou déficit de l'exercice	91 506	20 918
<b>Situation nette</b>	<b>1 628 328</b>	<b>1 536 823</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	30 571	36 484
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 658 899</b>	<b>1 573 307</b>
Comptes de liaison	II	
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	41 169	104 467
<b>TOTAL III</b>	<b>41 169</b>	<b>104 467</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	98 857	96 191
<b>TOTAL IV</b>	<b>98 857</b>	<b>96 191</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	720	1 017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 522	55 016
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	394 875	451 934
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	160	150
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL V</b>	<b>462 277</b>	<b>508 117</b>
Écarts de conversion passif	VI	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>2 261 201</b>	<b>2 282 081</b>

ED



## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	6 106	5 638
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 376 337	2 476 332
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	225 200	282 749
Utilisations des fonds dédiés	99 366	31 451
Autres produits	5	197
<b>TOTAL I</b>	<b>2 707 013</b>	<b>2 796 366</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	470 827	498 565
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	133 972	139 088
Salaires et traitements	1 320 387	1 350 977
Charges sociales	481 333	502 804
Dotations aux amortissements et dépréciations	48 288	38 365
Dotations aux provisions	2 666	96 191
Reports en fonds dédiés	36 068	68 554
Autres charges	135 748	94 065
<b>TOTAL II</b>	<b>2 629 288</b>	<b>2 788 608</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>77 725</b>	<b>7 758</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 511	6 236
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>5 511</b>	<b>6 236</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>5 511</b>	<b>6 236</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>83 236</b>	<b>13 994</b>



## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	3 029	2 832
Sur opérations en capital	5 913	5 913
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>8 942</b>	<b>8 745</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	672	1 821
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>672</b>	<b>1 821</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>8 270</b>	<b>6 924</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 721 467</b>	<b>2 811 347</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 629 961</b>	<b>2 790 429</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>91 506</b>	<b>20 918</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	23 474	23 014
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>23 474</b>	<b>23 014</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	23 474	23 014
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>23 474</b>	<b>23 014</b>

E3





## Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 2 261 201 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 91 506 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général et du Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

#### Faits caractéristiques

En date du 23 avril 2024, l'association Mission Locale de Lot a acquis l'immeuble sis 66 boulevard Léon Gambetta à Cahors (46000).

#### Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

- Matériel informatique 3 ans,
- Agencements et aménagements 10 ans
- Matériel de transport 4 à 5 ans,
- Mobilier 3 à 10 ans,
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans,

EB



**Créances et dettes :**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Subventions d'investissement :**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

**Provision pour risques et charges :**

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 98 857 euros.

**Engagements de retraite :**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 67 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Taux de charges patronales moyen cadre : 50.96%
- Taux de charges patronales moyen non cadre : 43.86%
- Taux d'évolution salariale 2%
- Taux d'actualisation retenu à 3.35%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 98 856.96 euros.

**Fonds dédiés et reportés :**

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 41 169 €

**Contributions volontaires en nature :**

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux, personnel, et matériel.

**1- Mise à disposition de Locaux**

CASTELNAU MONTRATIER : Permanence : Médiathèque : 2ème et 4ème mercredi du mois

GRAMAT : Permanence : Maison des solidarités : 1er et 3ème mardi du mois

LACAPELLE MARIVAL : Permanence : Mairie : 1 jeudi sur deux

MARTEL : Permanence : Mairie : 4ème mardi du mois

PUY L'EVEQUE : Permanence : Communauté des communes : lundi-mercredi-vendredi

MONTCUQ : Permanence : France Service : 2ème et 4ème mercredi du mois

VAYRAC : Permanence : Mairie : 2ème mardi du mois

Le local de Souillac est mis à disposition toute l'année

2016 : 20 035 € - 2017 : 20 436 € - 2018 : 20 845 € - 2019 : 21 262 € - 2020 : 21 687 € 2021 : 22 121 € - 2022 : 22 563 € - 2023 : 23 014 € - **2024 : 23 474 €**

Le coefficient multiplicateur de 1.02 a été appliqué pour la valorisation des locaux.

**2- MAD MATERIEL**

France Travail met à disposition de la Mission Locale un outil informatique, OPUS , qui permet de mieux mobiliser les offres d'emploi, de permettre aux partenaires de proposer des offres ciblées les plus adaptées au public, et de mieux renseigner et orienter le public.

EM



## Nature et périmètre des activités

### OBJET SOCIAL

La Mission Locale a été fondée le 19/12/1989, dénommée : Mission Locale pour l'insertion professionnelle et

sociale des jeunes du Lot, elle est régie par loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour objet principal la lutte contre le chômage des jeunes de 16 à 25 ans.

Dans ce but, elle analyse et fait connaître les demandes et les besoins de jeunes confrontés à des difficultés

quelle qu'en soit la nature (emploi, formation, logement, santé loisirs.) et tend à promouvoir toute action favorisant

l'insertion professionnelle et sociale de ces jeunes.

### NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique globale d'accueil, d'information, d'accompagnement et de suivi individuel des jeunes en difficultés afin de les aider à bâtir des itinéraires qualifiants et personnalisés d'insertion professionnelle et sociale
- Prendre en charge, de manière spécifique, les publics jeunes les plus défavorisés (chômeurs de longue durée, jeunes sortant du système scolaire sans qualification ou avec un faible niveau, délinquants, détenus et sortants de prison, bénéficiaires des minimas sociaux et enfants de ces bénéficiaires, handicapés, originaires de pays étrangers, migrants, femmes isolées,) en mettant en oeuvre les conventions ou circulaires gouvernementales particulières à tel ou tel public.
- Assurer un service de proximité de qualité pour l'emploi des jeunes en organisant le maillage du territoire permettant que les jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une formation puissent bénéficier, prioritairement dans un même lieu, de l'ensemble des services qu'ils sont en droit d'attendre. Dans ce but, elle travaille en partenariat étroit avec les services des collectivités territoriales telles que le Conseil Général et le Conseil Régional.
- Rapprocher les jeunes des entreprises et de participer activement à la création d'activité.
- D'être un des acteurs du développement économique local en étant un des partenaires des contrats de développements territoriaux.
- Coordonner, par rapport aux parcours individualisés des jeunes, les dispositifs (Fonds d'aide aux jeunes.) et de participer à la mise en cohérence des politiques d'insertion professionnelle et social
- Rechercher et de mettre en place toute les mesures visant à permettre l'expression et la participation de jeunes afin qu'ils soient les acteurs de leur insertion.

E3



## Moyens mis en oeuvre

Le coeur de la Mission Locale est son personnel qui chaque jour se dévoue aux services à l'aide, à l'orientation, et à l'écoute des jeunes.

Avec un Effectif moyen 2024 de 30 salariés (8 hommes et 22 femmes), dont une grande majorité sont en lien direct avec les jeunes, l'équipe Mission Locale effectue un maillage du territoire continue, pour une plus grande proximité et efficacité.

Ils réalisent, entre-autres :

- Prospection des entreprises
- Elaboration de partenariats
- Médiation permanent avec les employeurs
- Recueil des offres
- Offre de services collectives avec France Travail
- Analyses des besoins : diagnostic
- Orientation des jeunes
- Suivi des jeunes
- Aide à la mobilité, aux ressources financières, à la santé

Avec le nouveau dispositif CEJ, lancé en mars 2022, de nouveaux partenariats ont vu le jour et des interventions collectives encore plus larges dans le domaine de l'accompagnement global ont été réalisées.

La Mission Locale aide, aussi, les jeunes réfugiés à pouvoir s'intégrer. Une conseillère formée spécialement sur ces publics, avec l'assistance de traducteurs si nécessité, en assure le suivi et l'accompagnement.

La mission locale est acteur du parcours formation des jeunes. Avec 4 référents Formation pour suivre la mise en place des actions. Présents en tant qu'interlocuteurs privilégiés auprès des formateurs ou des responsables de formation de chaque organisme, des COPASS ET PSAD Dans le cadre de l'alternance : visite des CFA, modules informatifs par une animatrice du Centre d'aide à la

Décision.

Dans le cadre de l'action Logement : la Mission Locale, en plus d'informer les jeunes, met à disposition des jeunes des 7 logements (ALT) meublés et équipés.

Le poste de référent justice permet un accueil priorisé pour les jeunes en milieu libre et un accueil spécifique pour les jeunes incarcérés.

Aide financière alimentaire et aide financière pour le permis de conduire et le code

Outils de nouvel technologie pour l'orientation des métiers.

Dans le cadre de la Mobilité Européenne : chaque année au moins un échange ARASMUS est organisé

Page

EM



## Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 319		
<b>TOTAL</b>	<b>2 319</b>		
Terrains			31 707
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			285 360
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	92 297		19 730
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	77 196 196 199		15 499 13 838
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			4 016
<b>TOTAL</b>	<b>365 692</b>		<b>370 149</b>
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	4 006		673
<b>TOTAL</b>	<b>4 006</b>		<b>673</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>372 017</b>		<b>370 822</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 673	646	
<b>TOTAL</b>		<b>1 673</b>	<b>646</b>	
Terrains			31 707	
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencés et aménagt. const.			285 360	
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencés et aménagt. divers			112 026	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier		50 927	92 695 159 110	
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			4 016	
<b>TOTAL</b>		<b>50 927</b>	<b>684 914</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières		1 600	3 079	
<b>TOTAL</b>		<b>1 600</b>	<b>3 079</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>54 200</b>	<b>688 639</b>	

## Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 319		1 673	646
<b>TOTAL</b>	<b>2 319</b>		<b>1 673</b>	<b>646</b>
Terrains				
Constructions - Sur sol propre		9 520		9 520
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	70 520	6 036		76 556
Matériel de transport	26 044	13 393		39 436
Matériel de bureau et informatique, mobilier	133 989	17 913	50 927	100 975
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>230 552</b>	<b>46 862</b>	<b>50 927</b>	<b>226 487</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>232 871</b>	<b>46 862</b>	<b>52 600</b>	<b>227 133</b>

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acq. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>DOTATIONS NON VENTILÉES</b>				<b>REPRISES NON VENTILÉES</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

13

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	96 191	2 666		98 857
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>96 191</b>	<b>2 666</b>		<b>98 857</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	10 804	1 426	10 804	1 426
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>	<b>10 804</b>	<b>1 426</b>	<b>10 804</b>	<b>1 426</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>106 995</b>	<b>4 092</b>	<b>10 804</b>	<b>100 283</b>
- D'exploitation		4 092	10 804	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				





## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 079		3 079
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux	1 426	1 426	
Clients, usagers et comptes rattachés	111 538	111 538	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 922	1 922	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	638 663	638 663	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	9 780	9 780	
Charges constatées d'avance	16 594	16 594	
<b>TOTAL</b>	<b>783 001</b>	<b>779 922</b>	<b>3 079</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	720	720		
Fournisseurs et comptes rattachés	66 522	66 522		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	131 579	131 579		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	234 776	234 776		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	28 521	28 521		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	160	160		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>462 277</b>	<b>462 277</b>		

EN





## Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 788	17 628
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	196 506	220 992
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>221 294</b>	<b>238 619</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	5 366	23 928
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>5 366</b>	<b>23 928</b>

17



## Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	16 594	26 434
TOTAL		16 594	26 434

E3



**Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice**

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		1 852 085	454 087	59 665	10 500	2 376 337
Subventions d'investissement						
<b>TOTAL</b>		<b>1 852 085</b>	<b>454 087</b>	<b>59 665</b>	<b>10 500</b>	<b>2 376 337</b>

Subventions à recevoir au 31/12/2024 :

- \* Département : 108 071 €
- \* Etat - CEJ : 218 325 €
- \* Etat - FONJEP : 21 549 €
- \* Etat - ARML : 9 000 €
- \* Etat - ARS/ARML : 6 569 €
- \* Région : 211 284 €
- \* CAF - PAEJ : 59 665 €
- \* MSA : 4 200 €

E13



## Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
DDETSPP (0364)	11 521		8 149			3 372	
ETAT / ANRU	20 000		20 000				
DDETSPP (0163)	4 392	1 278	2 663			3 007	
Mobilité Europe BUDAPEST	31 568		31 568				
Mobilité Europe LISBONNE	33 986		33 986				
DRAJES - Bourses	3 000		3 000				
DDETSPP (0219)		7 336				7 336	
MSA		10 500				10 500	
Région - Santé mentale		16 954				16 954	
<b>TOTAL</b>	<b>104 467</b>	<b>36 068</b>	<b>99 366</b>			<b>41 169</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

E<sup>n</sup>

**Variation des fonds propres art.431-5**

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	35 621				35 621
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 480 284	20 918			1 501 202
Excédent ou déficit de l'exercice	20 918	-20 918	91 506		91 506
<b>Situation nette</b>	<b>1 536 823</b>		<b>91 506</b>		<b>1 628 328</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	36 484			-5 913	30 571
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>1 573 307</b>		<b>91 506</b>	<b>-5 913</b>	<b>1 658 899</b>

Commentaires : néant

E17



## Transferts de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Mise à disposition Personnel	126 186
Remboursement assurance	287
Refacturation charges locatives	10 738
ALT	31 440
ASP	20 700
Uniformation	15 791
IJ	9 255
<b>TOTAL</b>	<b>214 397</b>

E3

